

DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	REPUBLIQUE FRANCAISE LIBERTE -EGALITE -FRATERNITE SYNDICAT MIXTE ORGE YVETTE SEINE
--------------------------------	--

Le Bureau Syndical légalement convoqué le 1^{er} septembre 2023, s'est assemblé le 11 septembre 2023, au 1 rue des paveurs 91000 EVRY COURCOURONNES, à 18 heures 30, sous la Présidence de Monsieur Xavier DUGOIN.

Nombre de membres du bureau en exercice : 33

Présents : BERTOL Gino, BORTOLI Jacky, CORDIER Corinne, CORZANI Olivier, DELIANCOURT Jean-Claude (CAPS), DELMOTTE Kim, DUGOIN Xavier, FOURNIER Pascal, GRILLON Eric (EPT GOSB), LE ROUX Jean-Claude, MATT Edouard, MAYEUR Véronique, NOEL Michel, PIGEON Marie France, PROT Pierre, ROUSSET Laurent, SHEPS Ariel, TARAGON Stéphane, TERRIER Michel

Pouvoirs : GONZALES Didier (donne pouvoir à Xavier DUGOIN), NEDELEC Gaëlle (donne pouvoir à Kim DELMOTTE)

Absents excusés : BENSARSA REDA Lamia (EPT GOSB), CASTAINGS Laurence (CAPS), CORRE Daniel DAMIATI Michaël, DURANTON Marianne, GOBRON Grégory, GOMBAULT Jacques, PEROT Joël, PIANTONI Gilbert, PYOT Frédéric (SIARCE), SCACCHI Anne (CCEJR), SEBBAG Alice

Présents : 19

Pouvoirs : 2

Votants : 21

Le Président constate le quorum et procède à la nomination d'un secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame Marie-France PIGEON est désignée secrétaire de séance,

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CREATIONS DE POSTES

Le Bureau Syndical,

Vu la délibération n°2023-46 du comité syndical du 26 avril 2023 portant délégation d'attribution du comité syndical au bureau

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, notamment l'article L313-1,

Considérant la montée en charge de l'activité du syndicat et considérant que pour assurer le bon fonctionnement et la continuité du service public, des procédures de recrutement vont être lancées pour pourvoir un poste de directeur général des services, un poste de technicien IRVE, un poste de conseiller en énergie partagé, un poste de responsable finances/marchés publics, un poste de cadre administratif, un poste d'agent d'entretien ;

Après en avoir délibéré,

CREER un poste d'ingénieur en chef à temps complet

CREER un poste d'ingénieur en chef hors classe à temps complet

CREER un poste d'ingénieur en chef général à temps complet

CREER un poste d'administrateur général à temps complet

CREER deux postes d'adjoint technique à temps complet

CREER deux postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet

L'autorité territoriale,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publicité

CREE deux postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet

CREE un poste de technicien à temps complet

CREE un poste de technicien principal de 2^{ème} classe à temps complet

CREE un poste de technicien principal de 1^{ère} classe à temps complet

CREE deux postes de rédacteur à temps complet

CREE deux postes de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet

CREE deux postes de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet

CREE un poste d'adjoint administratif à temps complet

CREE un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet

CREE un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet

CREE un poste d'adjoint technique à temps non complet à raison de 3 heures par semaine

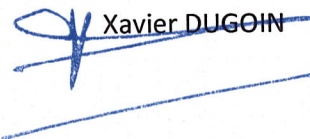
MET A JOUR le tableau des effectif

DIT que les crédits sont prévus au budget

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

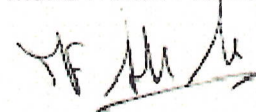
Vote	
UNANIMITE	
Pour	21
Contre	0
Abstention	0

Le Président

 Xavier DUGOIN

Le secrétaire de séance

Marie-France PIGEON



La délibération est adoptée.

L'autorité territoriale,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publicité